

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATRALE 16. — N° 46.

TE VEA NO TAHITI.

Mahina mea 30 novembra 1867.

PIÈCE DE L'ABONNEMENT (preuve d'abonnement)



Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

AU BUREAU DE LA POSTE,

Imprimerie du Gouvernement.

BUREAU DES ANNONCES (au complet)

Les 20 dernières lignes à la fin de la page.

À l'adresse de 2 lignes 25 - 50.

Les annonces respectives se guident la moitié du prix de la

première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE.—Arrêté royal applicable et exécutoires, à partir du 1^{er} décembre 1867, dans les Etats du Protectorat, les dispositions de l'ordonnance royale du 22 novembre 1865, portant organisation du service de l'enregistrement et du domaine dans les Etablissements français de l'Océanie.

Considérant que pour assurer la sécurité des valeurs immobilières nécessaires à l'exécution des formalités indiquées pour assurer une base certaine la propriété en garantissant les droits des tiers ;

Dans le but de développer le mouvement commercial et agricole des Etats du Protectorat et de faciliter les transactions par l'appel des capitaux ;

Vu l'arrêté du 15 octobre 1851, portant organisation du service de l'enregistrement et du domaine dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 1861 sur le service de l'enregistrement ;

Vu l'ordonnance de la Reine Pomme en date du 14 décembre 1865, énumérant la loi tahitienne du 26 mars 1864 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 1865, portant organisation du service judiciaire dans les Etats du Protectorat ;

En vertu de l'ordonnance royale du 28 avril 1853 et du décret impérial du 14 janvier 1860 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur I.F. de Directeur de l'agence ;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTÉ ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Seront applicables et exécutoires, à partir du 1^{er} décembre 1867, dans les Etats du Protectorat, les dispositions de l'ordonnance du 22 novembre 1865 organisant le régime hypothécaire dans la Réunion, collée du sénat-consulte du 7 juillet 1856 sans la transcription en forme hypothécaire dans les colonies des Antilles et de l'Équateur.

Art. 2. Un bureau de conservation des hypothèques est établi au siège du tribunal de première instance à Papeete.

Art. 3. Les salariés du conservateur seront régis conformément au tarif annexé à l'ordonnance du 22 novembre sus-vue (1).

Art. 4. Les droits délivrés par l'article 44 de l'ordonnance susvisée du 22 novembre 1865 seront, pour leur application, modifiés comme suit :

Il sera perçu au profit du service Local, savoir :

1^e Un franc pour cent sur le montant des créances, pour chaque inscription, excepté celles d'affranchissement.

2^e Un franc pour cent sur le prix des mutations, pour chaque transcription d'acte transféré de propriété immobilière en forme authentique ou sous-seing privé.

3^e Un droit fixe de deux francs pour charge des autres formalités échappées aux articles 44 de l'ordonnance précitée.

Art. 5. L'Ordonnateur I.F. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Paris, le 26 novembre 1867.

C^O DE LA RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire Impérial :

L'Ordonnateur I.F. de Directeur de l'Intérieur.

T. NEAR.

ANNEXES.

Ordinance du Roi concernant l'organisation de la conservation des hypothèques à l'île de Bourbon.

Paris, le 22 novembre 1865.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies,

Nous AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

DE LA CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES.

CHAPITRE PREMIER.

DU BUREAU DE LA CONSERVATION.

Art. 1^{er}. Le bureau de la conservation des hypothèques établi à l'île de Bourbon continuera d'être placé dans la ville où siège le tribunal de première instance.

CHAPITRE II.

DES FONCTIONS DU CONSERVATEUR, DE SES COLLOCATIONS ET DE CELLES DES NOTAIRES ET GRÉPPIERS.

Art. 2. Le conservateur est chargé, sous sa propre responsabilité,

(1) Le tarif des salaires du conservateur sera publié au prochain numéro du journal.

lité, conformément aux dispositions du chapitre x, titre XVII, livre II du Code civil, de l'accomplissement des formalités prescrites pour la conservation des hypothèques, et de la perception des droits établis au profit du Gouvernement.

Art. 3. Le conservateur est tenu de résider dans le lieu où il exerce ses fonctions.

Art. 4. Il aura son domicile de droit dans son bureau, pour toutes les contestations auxquelles sa responsabilité donnera lieu ; ce domicile sera maintenu longtemps que sa responsabilité.

Art. 5. Toute poursuite pourra être dirigée contre le conservateur, même quand il ne sera plus en exercice, ou contre son avocat, mais à son domicile de droit.

Art. 6. Le conservateur devra avoir cinq registres, savoir :

Le premier, pour l'enregistrement du dépôt des pôces, tenu en exécution de l'article 2200 du Code civil, sur lequel seront inscrites jour par jour et par ordre numérique, toutes les remises d'actes qui seront faites au conservateur ; on registrera sur une colonne où sera porté le montant du droit perçu pour chaque acte déposé conformément à l'article 44 ci-après.

Le deuxième, pour requérir une reconnaissance qui rappellera le numéro du registre de dépôt, et il ne pourra transcrire les actes ni enregistrer les dénonciations de pôces et les délibérations de placards, ni inscrire les bordereaux sur le registre à ce concernant, qu'à la date et dans l'ordre des remises qui lui en auront été faites.

Le troisième, registre, tenu en conformité de l'article 2160 du Code civil, destiné à l'enregistrement des actes transférables de propriétés ou d'usage de franchise.

Le quatrième, tenu conformément à l'article 677 du Code de procédure civile, et destiné à la transcription des procès-verbaux de saisie immobilière, et à recouvrir en marge la mention de l'enregistrement des actes transcrits sur le registre désigné au paragraphe suivant ;

Et le cinquième, sur lequel seront enregistrées les dénonciations de saisies immobilières à la partie saisie, conformément à l'article 2201 du Code de procédure civile, et les notifications de pleadeau et d'ordre de vente.

Mention de l'expédition de chaque acte sera faite sur le troisième registre, et le conservateur énoncera dans ses relations, au pied de ces actes, ainsi que dans les certificats ou copies qu'il délivrera, que cette mention a été faite.

La radiation de la saisie, lorsqu'elle aura lieu, sera aussi mentionnée en marge de chaque acte porté sur ce cinquième registre.

Art. 7. Chaque registre sera coté et parqué à chaque page par l'ordre du jour et ordre de date.

Art. 8. Tous les registres seront faits jour par jour, dans l'ordre du jour et ordre de date, sans intervalle ; chacun d'eux portera un numéro d'ordre et sera signé du conservateur.

Ce numéro sera rapporté sur chacun des actes qui doivent rester au bureau.

Toutes les mentions qui doivent être faites sur les registres seront également signées par le conservateur.

Art. 9. Les arrêtés qui, conformément à l'article 2201 du Code civil, doivent être effectués chaque jour, à l'instant où le bureau est fermé au public, seront inscrits immédiatement après le dernier enregistrement, ou le dernier arrêté, sans intercalation et sans qu'il y ait autrement plus d'un dans la même case pour les registres privés, et sans qu'il y ait autrement plus d'un sur la même ligne pour les registres qui ne sont pas divisés en cases.

Chaque arrêté sera écrit en toutes lettres par le conservateur et signé par lui.

Les contraventions aux dispositions du présent article seront punies de l'amende portée par l'article 2202 du Code civil, sans préjudice des amendes résultant des autres contraventions prévues par ledit article et par l'article 2203.

Art. 10. Aucune fente hypothécaire ne pourra être remplie par l'ordre et jugement de justice.

Ces jours seront désignés dans l'arrêté inscrit sur le registre, indépendamment de la date.

Art. 11. Les formalités hypothécaires s'accomplissent, savoir :

1^e À l'égard de l'inscription, par la copie littérale, sur le registre à ce destiné, de l'un des bordereaux présentés par les requérants ou rédigés par les notaires ou par le conservateur, dans le cas prévu par l'article 44 ci-après ;

2^e À l'égard de la transcription, par la copie littérale des actes inscrits.

Dans les deux cas, le conservateur remettra au requérant le bordereau inscrit ou l'acte transcrit, et il certifiera, au pied, avoir accompli la formalité dont il énoncera la date, le volume et le numéro.

Art. 12. Les déclarations de changement de domicile seront faites en marge de l'inscription qu'elles concernent, et signées par le créancier ou par son mandataire spécial, à moins que le changement de domicile n'ait été consenti par un acte authentique dont l'expédition sera renouvelée au conservateur.

A défaut d'espace en marge de l'inscription, le changement de domicile sera constaté sur le registre, à la date courante ; mention

et dans l'état où il émerge de l'inscription, ainsi que sur le bordereau, dans le cas où il sera représenté par la partie.

Art. 13. Les cessions de propriété et les subrogations dans des inscriptions hypothécaires seront mentionnées « à marge de l'inscription du cédeant, d'après le dépôt fait au conservateur d'une expédition d'acte authentique par lequel les cessions ou subrogations sont effectuées ». Ces actes doivent être déposés au conservateur sous les créances dans le cas où le tiers dépose un certificat pas la nouvelle élection de domicile faite par le créancier subrogé.

Art. 14. Toutes les fois qu'il sera posé requis une nouvelle inscription, en vertu d'un acte de prorogation de délai, la mention de la nouvelle époque d'existibilité pourra être faite au marge de la première inscription, sur la simple représentation de l'expédition de l'acte authentique.

Art. 15. Tous les erreurs, omissions ou irrégularités commises sur les registres ne pourront être rectifiées qu'au moyen d'une nouvelle inscription, sauf lorsque le conservateur a été informé, sans préjudice toutefois, des droits acquis à des tiers conformément à la seconde formalité, et du recours en garantie, s'il y a lieu, contre le conservateur.

La seconde formalité rappellera la date, le volume et le numéro de celle qu'elle a pour objet de rectifier, et mention en sera faite en marge de la première formalité.

Les extraits ou certificats qui seront délivrés par le conservateur devront les comprendre toutes les deux.

Art. 16. Les notaires seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, de requérir l'inscription ou la radiation des hypothèques concernant les actes de mutation, et de faire apposer à ces hypothèques, ou de ceux qui en contiennent insinuées.

Pour opérer l'inscription, ils seront tenus de déposer au conservateur les bordereaux prescrits par l'article 2148 du Code civil, dans le délai, savoir : de cinq jours, pour les notaires résidants dans le lieu où est établi le bureau de la conservation ; et de quinze jours, pour ceux résidant dans les autres communes. Ces délais courront à compter du jour de l'enregistrement.

Pour faire opérer la radiation, les notaires remettront au conservateur une expédition de l'acte qui contient la manœuvre dans les délais prescrits.

Toutefois, les parties pourront, par une déclaration faite dans l'acte, se résigner le droit de requérir elles-mêmes la formalité de l'inscription ou de la radiation ; et, dans ce cas, les notaires seront dispensés des obligations qui leur sont imposées par le présent article.

Dans aucun cas, l'inscription des hypothèques judiciaires et la radiation des hypothèques dont la manœuvre aura été ordonnée par jugement ne pourront être opérées que sur la réquisition des parties.

Art. 17. Les notaires seront également tenus de faire opérer la transcription des actes passés devant eux et qui seraient translisés dans les registres ou bulletins de tâches immobilières.

Il en sera de même à l'égard des actes désignés dans l'article 1069. du Code civil.

A cet effet, les notaires devront en présenter une expédition au conservateur dans les délais fixés par l'article 16. La mention de la transcription mise par le conservateur de l'expédition sera rapportée littéralement sur la minute de l'acte.

Art. 18. Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront aux greffiers à l'égard des jugements d'adjudication rendus par le tribunal pris depuis l'exercice de leurs fonctions.

Art. 19. Les notaires ne pourront recevoir en dépôt les actes sous signature de l'autorité de justice, ou ceux désignés dans l'article 17, en faire aucun usage ni aucun usage, sans qu'ils aient été préalablement soumis à la formalité de l'inscription ou de la réception ; ils rapporteront tout au long, dans leurs minutes, la mention de la transcription mise par le conservateur sur lesdits actes.

Art. 20. Dans aucun cas, les notaires ne pourront délivrer aucune grosse ou première expédition d'actes devant donner lieu à l'inscription sans y joindre l'ordre, soit l'exception prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article 16 ci-dessus.

A l'égard des actes donnant lieu à la transcription, les notaires et les greffiers ne pourront en délivrer aucune expédition sans qu'elle porte la mention de l'opération par cette formule.

Art. 21. Chaque contrepartie, par les notaires et les greffiers, aux dispositions des articles 16, 17, 18 et 19 ci-dessus, sera punie de l'amende prononcée par l'article 2203 du Code civil, sans préjudice de dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende, conformément au même article.

Les contraventions aux dispositions de l'article 20 seront punies d'une amende de 50 francs par chaque contrepartie.

Art. 22. Les extraits, états, certificats ou copies des registres à délivrer devront être conformes aux intentions clairement exprimées par le requérant dans leurs demandes.

En cas de contradiction entre le conservateur ne pourra refuser de délivrer, soit des états généraux des hypothèques de son administration, soit des états d'hypothèques partielles, appartenant à un ou plusieurs d'entre eux, soit des états d'hypothèques spéciales sur un individu ou sur un immeuble des gne.

Art. 23. A défaut de désignation précise par les requérants, les états devront comprendre toutes les inscriptions, à l'exception de celles permises ou renouvelées seulement après la période de dix années, à moins que les requérants n'aient fait à cet égard une demande spécifique, et, dans ce cas, le conservateur ne fera mention expresse dans les états ou certificats qu'il délivrera.

Lorsqu'une inscription aura été renouvelée dans la période de dix ans, l'état devra comprendre la première inscription, ainsi que l'inscription de renouvellement.

Art. 24. Les états ou certificats seront, dans tous les cas, cotés et parafés sur chaque feuillet et au bas de chaque page par le conservateur. Dans la clôture de chaque état, il indiquera le nombre d'inscriptions qui y sont contenues.

Art. 25. Indépendamment des registres prescrits par l'article 6 ci-dessus, le conservateur tiendra un registre répertoire sur lequel seront portées, au bas de chaque page, à mesure de l'accomplissement des formalités, sous le nom de famille du créancier ou de chaque nouveau possesseur, et à la case qui lui est destinée, les inscriptions à sa charge, les radiations, les transcription, et tous autres actes qui le concernent. Les transcription d'actes de mutation seront, en outre, portées sous le nom du propriétaire expatrié.

Le registre répertoire indiquera, pour chacun des actes mentionnés au présent article, le registre où il est inscrit, son numéro sur ce registre, sa nature et le montant des sommes qui y sont exprimées.

Il sera formé, jour par jour, une table de ces répertoires dans l'ordre alphabétique, du nom de famille de l'individu désigné en tête de chaque case.

Art. 26. Le conservateur tiendra aussi une table alphabétique pour les majorats, sous le nom de famille des propriétaires qui auront requis la transcription d'actes et lettres patentes concernantes les majorats.

Art. 27. Le conservateur sera tenu de remettre, dans le premier mois de chaque année, au directeur de l'intérieur, pour être envoyé au registre contenant l'inventaire sommaire des inscriptions de créances hypothécaires, et énonçant, pour chaque inscription, le numéro et la date, les noms, prénoms, professions et domiciles du créancier et de l'individu grevé ; la date et la nature du titre, le montant et la nature de la créance et l'époque de l'existibilité, la désignation des biens affectés.

Art. 28. Un registre des transcriptions des actes de mutation, contenant l'analyse des actes aubaniques, et la copie littérale des actes sous forme de tableau.

Art. 29. Un registre indiquant les radiations d'inscription faites dans l'année, rappelant le numéro et la volume, et énonçant la somme pour laquelle la mainlevée est donnée, la date de cette mainlevée, le nom du débiteur et la désignation de l'immobilé dégravé.

Ces deux registres contiendront le montant en chiffres, des créances inscrites ou radier, et le prix exprimé dans les actes de mutation. Ces sommes seront additionnées au bas de chaque page, et le total en sera fait pour l'année.

Art. 30. Avant d'entrer en fonction, le conservateur sera transcrit au commissionnaire greffier du tribunal de première instance. Il prêtera à l'audition de l'acte que le tribunal, le serment de remplir avec fidélité et exactitude les fonctions qui lui sont confiées.

Art. 31. En cas d'absence temporaire, le conservateur sera supplété dans ses fonctions par le préposé chargé de la vérification du service, et, à défaut de ce dernier, par le substitut ou par celui de ses employés qui l'assistera lui-même.

Art. 32. S'il y a vacance des fonctions de conservateur, par décès ou autrement, le cas de démission excepté, ces fonctions seront remplacées provisoirement par le préposé désigné dans l'article précédent, et, à son défaut, par un substitut, sur la désignation du directeur de l'intérieur.

L'empêché ainsi désigné sera responsable de sa gestion. Le démissionnaire ne cessera ses fonctions qu'après l'installation de son successeur, et jusqu'à ce qu'il déposeur responsable de la gestion.

Art. 33. Le conservateur devra tenir son bureau ouvert au public pendant six heures chaque jour, excepté les dimanches et jours de fêtes légales.

Les heures de séance seront allongées à la porte du bureau ; elles seront les mêmes que pour l'enregistrement.

CHAPITRE III.

CASTIGNEMENT DU CONSERVATEUR.

Art. 34. Le conservateur sera tenu de fourrir un cautionnement dont le montant sera ultérieurement fixé en raison de la population, sur la proposition du gouverneur en conseil.

Art. 35. Ce cautionnement pourra être fourni, soit en immobiliers situés en France ou dans la colonie, soit en rentes sur l'Etat, ou en actions de la banque de France ou de la caisse d'écompte et de prêts de l'île Bourbon.

Art. 36. Ce cautionnement ne pourra être consenti que par perte automatique.

S'il survient un imprévu, il sera réglé par le tribunal de première instance de leur siège, en consultation avec le procureur du roi pris en conseil. Les pièces établissant la valeur de l'immobilé seront produites par le conservateur.

Art. 37. Si le cautionnement est fourni en rentes sur l'Etat, ou en actions de la banque de France ou de la caisse d'écompte ou de prêts de la colonie, il sera réglé dans la même forme par le tribunal de première instance du lieu de la résidence du conservateur, sur la justification préalable que lesdites rentes ou actions ont été immobilisées et affectées spécialement au cautionnement.

Art. 38. Le conservateur sera tenu de faire recevoir son cautionnement dans les termes suivants : survir.

1^e Dans un mois, si le cautionnement doit être réglé par le tribunal de la colonie ;

2^e Deux mois plus tard, si le cautionnement consiste en immobiliers situés hors de la colonie.

Ce délai courra du jour de l'enregistrement de la commission du conservateur au greffe du tribunal de première instance de l'île Bourbon.

Art. 39. Si le cautionnement a été reçu par un tribunal situé hors de la colonie, l'expédition, tant de l'acte de cautionnement que du jugement de réception, sera déposée au greffe du tribunal de première instance du lieu de la résidence du conservateur, dans les neufs mois à partir de la date de ce jugement.

Art. 40. Dans tous les cas, l'expédition, tant de l'acte de cautionnement que du jugement de réception, sera adressée par le conservateur au directeur de l'intérieur de la colonie dans les délais prescrits par les articles 36 et 37 ci-dessus.

Art. 41. Immédiatement après la réception de son cautionnement, le conservateur sera tenu de prendre inscription sur les immeubles affectés à ce cautionnement, et de la renouveler six mois suivant l'expiration de chaque période de dix années.

Le renouvellement du bordereau d'inscription et de renouvellement sera adressé au conservateur au directeur de l'intérieur.

Le bordereau sera conforme au modèle annexé à la présente ordonnance.

Art. 42. Aucun changement ou substitution dans les biens affectés ne pourra s'opérer qu'avec les formalités prescrites pour l'admission du premier cautionnement.

Art. 43. Tous les frais de l'acte de cautionnement, du jugement de réception et de l'inscription, s'ajoutent à la charge du conservateur.

Art. 44. L'affection du cautionnement subsistera pendant toute la durée de la gestion du conservateur, et pendant les dix années qui suivront la cessation de ses fonctions.

Art. 45. L'acte de cautionnement et la transcription ne pourront être ordonnés que par le tribunal qui aura reçu le cautionnement.

La requête en mainlevée, présentée après dix années à partir de la cessation des fonctions du conservateur, sera appuyée :

Un certificat du directeur de l'intérieur constituant le jour précis de cette déclaration.

Il sera nécessaire de greffer du tribunal de première instance du nom de la résidence du conservateur, constatant qu'il n'existe aucune garantie personnelle en garantie contre le conservateur, et une action sur les biens affectés.

Ses créances et dettes ne sont pas situées dans l'arrondissement du tribunal du lieu de la résidence du conservateur, il devra être produit un certificat, dans le même forme, du greffier du tribunal de la situation desdits immeubles.

TITRE II. DES DROITS ET SALAIRES.

CHAPITRE PREMIER.

DES DROITS AU PROFIT DU GOUVERNEMENT.

Art. 43. Il sera perçu par le conservateur, au profit du Gouvernement, un droit fixe d'un franc pour chacune des formalités ci-après énumérées, savoir :

Pour chaque inscription, excepté celle d'effet, quel que soit le nombre des créanciers et des débiteurs d'une seule et même créance ;

Pour l'enregistrement de la dénonciation au salut ;

Pour l'enregistrement de l'original de la notification de placards aux créanciers inscrits ;

Pour la radiation des salaires ou pour chaque transcription d'acte transmis à la propriété immobilière, en forme authentique ou sous seing privé.

Dans ce dernier cas, il est dû un droit pour chaque nouveau passeur non indivis.

Tous les droits ci-dessus mentionnés seront portés sur recette, article par article, sur le registre des dépôts dont la tenue est prescrite par l'article 6 ci-dessus, et en même temps que le conservateur consignera sur ce registre le dépôt des pièces.

Art. 43. Il sera exercé un prélevement de 5 p. 0/0, au profit du Gouvernement, sur chacun des articles de salaire payés au conservateur en conformité du chapitre suivant.

CHAPITRE III. DES SALAIRES DU CONSERVATEUR.

Art. 46. Le conservateur recevra, pour chacun des actes et formalités désignés dans le tableau annexé à la présente ordonnance, un salaire qui sera déterminé provisoirement par le gouverneur général, et qui sera fixé par arrêté.

Ce tableau, avec l'indication du salaire alloué pour chaque article, sera affiché dans le bureau du conservateur.

Art. 47. Il ne pourra être paru ou exigé, sous le titre de droit de recherche, prompt expédition, ou sous quelque dénomination que ce soit, aucun autre salaire que ceux auxquels les actes désignés sont assujettis.

Art. 48. Le conservateur tiendra un registre conforme au modèle annexé à la présente ordonnance, sur lequel il portera, jour après jour, les actes effectués, et par série de numéros, tous les actes qui ont été servis, payés ou délivrés. Le numéro de l'article sera suivi sur la quinzaine suivante aux parties ; si tout à point, contre le conservateur, d'un amende de 20 francs pour chaque article ou partie omise ou incomplète, sans préjudice de toutes autres poursuites, s'il y a lieu.

Toutefois, il pourra porter en une seule ligne, à la fin de chaque mois, le nombre des articles enregistrés pendant le mois, dans le registre des dépôts, et le nombre des inscriptions faites aussi pendant le mois, avec le montant en masse des salaires de ces articles.

Le prélevement ordonné par l'article 45 sera tiré hors ligne, à chaque article, dans la colonne à ce destinée.

Ce registre sera arrêté, jour par jour, conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

CHAPITRE IIII. DU PAIEMENT DES DROITS ET SALAIRES.

Art. 49. Les droits et salaires seront payés par les requérants, sauf leur recours contre qui de droit, avec l'enregistrement sur le registre de dépôt.

Art. 50. Le conservateur donnera une quittance détaillée, article par article, et en toutes lettres, de tous les droits et salaires qui lui seront payés.

Cette quittance sera comprise dans la relation prescrite par l'article 11 ci-dessus.

Art. 51. Les inscriptions de créances appartenant à l'Etat ou aux collectivités compatibles, les créances privées, celles du ministère public, celles des hypothèques légales, celles des communautés et des établissements publics sur leurs receveurs et comptables, celles des mineurs et des interdits sur leurs intérêts, celles des femmes sur leurs maris, seront faites sans avances de droits ni salaires.

Le conservateur dénoncera, tant sur ses registres que sur le bordereau remis au requérant, le montant des droits et salaires qui seront dus ; il sera tenu d'en poursuivre le recouvrement contre le débiteur dans la quinzaine de l'inscription.

TITRE III. DES INSTANCES ET DE LA PRESCRIPTION.

CHAPITRE PREMIER.

DES PODUSETTES ET INSTANCES.

Art. 52. Les contestations et poursuites relatives aux droits et aux salaires seront instruites et jugées suivant le mode réglé par le chapitre IV de notre ordonnance du 19 juillet 1829, sur l'enregistrement.

Art. 53. Toutes contestations, à raison de la responsabilité du conservateur envers les parties, seront instruites et jugées dans les formes ordinaires.

CHAPITRE II. DE LA PRESCRIPTION.

Art. 54. Les prescriptions établies pour les droits d'enregistrement, par le chapitre VIII de notre ordonnance du 19 juillet 1829, s'appliqueront aux droits et salaires dus en vertu de la présente ordonnance.

Art. 55. Les droits et actions des parties contre le conservateur seront soumis aux prescriptions ordinaires.

Art. 56. Notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donne à Paris, en notre château des Tuileries, le vingt-deuxième jour du mois de novembre de l'an de grâce mil huit cent vingt-sept, et de notre règne le sixième.

Siglé à CHARLES.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies,
Signé : Baron D'Haussez.

Enjoint à la cour royale le 10 juillet 1867.

Sénatus-consulte sur la transcription en matrice hypothécaire
à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

De 7 juillet 1867.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUONS ET PROMULGUONS CE QUI SUIT :

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU SÉNAT.

Sénatus-consulte sur la transcription en matrice hypothécaire à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

Art. 1^e. Sont transcris sur le bureau des hypothèques de la situation des biens :

1^e Tout acte entre-vifs, transfert de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèques ;

2^e Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits ;

3^e Tout jugement qui déclare l'existence d'une convention verbale de la nature ci-dessus exprimée ;

4^e Tout jugement d'adjudication autre que celui rendu sur l'licité au profit d'un coheriteur ou d'un copartageant.

Art. 2^e. Sont également transcrits :

1^e Tout acte constitutif d'antécédence, de servitude, d'usage et d'habitation ;

2^e Tout acte portant renonciation à ces mêmes droits ;

3^e Tout jugement qui en déclare l'existence en vertu d'une convention verbale ;

4^e Les baux d'une durée de plus de dix-huit ans ;

5^e Tout acte ou jugement constant, même pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyer ou d'impôts non échus.

Art. 3. Les jugements imposés aux officiers ministériels et aux fonctionnaires l'appliquent par les ordonnances royales des 14 juillet et 21 novembre 1828 à tous les actes et jugements énoncés aux articles précédents.

Art. 4. Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes et jugements énoncés aux articles 1 et 2 ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois.

Les baux qui n'ont point été transcrits ne peuvent jamais leur être opposés pour une durée de plus de dix-huit ans.

Art. 5. Tout jugement prononçant la résolution, nullité ou rescission d'une hypothèque doit être rendu dans le mois à dater du jour où il a acquis l'autorité de la chose juge, être mentionné en marge de la transcription faite sur le registre.

L'avocat qui n'obtient ce jugement est tenu, sous peine de cent francs d'amende, de faire apposer cette mention en remettant un bordereau rédigé et signé par lui au conservateur, qui lui en donne récépissé.

Le délai fixé par le paragraphe premier est augmenté du délai légal des distances, dans le cas où la mention d'un jugement rendu en France doit être faite en marge d'une transcription opérée dans les îles, et vice versa ; mais dans le cas où la mention d'un jugement rendu dans les colonies doit être faite en marge d'une transcription opérée en France.

Art. 6. Le conservateur, lorsqu'il en est requis, délivre, sous sa responsabilité, l'état spécial ou général des transcriptions et mentions prescrites par les articles précédents.

Art. 7. A partir de la transcription, les créanciers privilégiés ou ayant hypothèque, sur les termes des articles 2123, 2127 et 2128 du Code Napoléon, ne peuvent prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire.

Neanmoins, le vendeur ou le copartageant peuvent utilement inscrire les priviléges à eux conférés par les articles 2108 et 2109 du Code Napoléon dans les quarante-cinq jours de l'acte de vente ou de partage, nonobstant toute transcription d'actes faits dans ce délai.

Locaux les actes de vente ou de parage sont passés en France et les immeubles situés aux colonies, et réciprocement, lorsque ces actes sont passés aux colonies et les immeubles situés en France, le délai est augmenté de quatre mois.

Les articles 834 et 835 du Code de procédure civile sont abrogés.

Art. 8. L'action résolatoire établie par l'article 1634 du Code Napoléon peut être exercée après l'extinction du privilège du vendeur, ou préjudice des tiers qui ont acquitté les droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur, et qui se sont conformés aux lois pour les conserver.

Art. 9. Si l'avocat, le mineur devant major, l'interféré relevé de l'interdiction, leurs héritiers ou ayants cause, n'ont pas pris inscription dans l'année qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, leur hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que du jour des inscriptions prises ultérieurement.

Art. 10. Dans le cas où les femmes peuvent céder leur hypothèque ou la renoncer, cette cession ou cette renonciation doit faire faire une hypothèque, et les cessionnaires n'en sont saisis à l'égard des tiers que par l'inscription de cette hypothèque prise à leur profit, ou par la mention de la subrogation en marge de l'inscription préexistante.

Les deux des inscriptions ou mentions déterminent l'ordre dans lequel ceux qui ont obtenu des cessions ou renonciations exercent les droits hypothécaires de la femme.

Art. 11. Le présent sénatus-consulte est exécutoire à partir du 1^{er} avril 1867.

Art. 12. Les articles 1, 2, 4, 5 et 10 ci-dessus ne sont pas appli-

soit les deux actes ayant acquis date certaine et aux jugements rendus avant le 27 avril 1857.

Le 27 avril est réglé par la législation sous l'empire de laquelle ils sont insérés.

Les jugements prononçant la résolution, nullité ou rescission d'un acte ou d'un insert, mal ayant date certaine avant la même époque, devront être transmis conformément à l'article 5 du présent règlement.

Le vendeur dont le privilège serait déclaré au moment où la présente section-conseil deviendrait exécutive pourra consigner vis-à-vis des tiers l'action résolatoire qui lui appartiendra aux termes de l'article 1654 du Code Napoléon, en faisant inscrire son action au bureau des hypothèques, dans le délai de six mois à partir de la même époque.

L'insertion exigée par l'article 5 doit être prise dans l'année, à compter du jour où la section-conseil est exécutive ; à défaut d'inscription dans ce délai, l'hypothèque légale ne prend rang que du jour où elle est ultérieurement inscrite.

Il n'est point dérogé aux dispositions du Code Napoléon relatives à la transcription des actes portant donation ou contenant des dispositions à charge de rendre ; elles continueront à recevoir leur exécution.

ART. 13. Jusqu'à ce qu'une disposition spéciale détermine les droits et devoirs de la transcription des actes ou jugements qui n'étaient pas assujettis à cette formalité avant le présent règlement, consiste dans le fait moyenement le droit fixe d'un franc.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 29 mai 1856.

Le Président,

Sigles : THOMSON.

Les Secrétaires,

Sigles : De LAROCQUE, de GOUTCH de SAINTS
GERMAIN, DUCHESNE T. de LACROIX.

Vu et signé du sceau du Sénat :

Sigles : Baron T. de LACROIX.

MANDONS ET ORGROSSES que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois de l'empereur, aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pourront les inscrire sur leurs registres, les observer et les faire observer, et notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait à Plombières, le 7 juillet 1856.

Sigles : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat :

Sigles : Achille FOIX.

Vu et signé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat

au département de la justice

Sigles : ABEILLE.

Par décret du 28 novembre 1867, le sieur Vasseur à Panti a été nommé à l'emploi du maître à pied du district de Teavaro-Teharava (île Meoru), en remplacement du sieur Tautu à Tuahine, révoqué de ses fonctions.

No te fanta ra no te 28 no
novembre 1867, na fanta no bis
nommā à l'emploi du maître à
pied du district de Teavaro-Teharava
(île Meoru), en remplace-
ment du sieur Tautu à Tuahine,
révoqué de ses fonctions.

Liste nominative des officiers composant l'état-major de la corvette d'expédition Primauquel, arrivée sur rade de Papeete le 28 novembre.

MM. Bocour (Ernest-Louis-Joachim), capitaine de frégate, commandant.
Pichot (Alfred-Charles-Marie), lieutenant de vaisseau de 2^e classe, second.

Chevillon-Couture (Georges), lieutenant de vaisseau de 2^e classe.
Lormier (Eugène-Paul), enseigne de vaisseau.

Zutier (Edouard-Henri), do.

Sigaud (Edouard), do.

Paris (Edmond-Alphonse), aide-cuisinier, officier d'administration.

Chaval (Julien-Elisée), inspecteur d'administration.

De Saint-Blancard (Théophile-Marie), aspirant de 1^{re} classe.

MOUVEMENT DU PORT DE PAPEETE.

Dimanche 22 au jeudi 28 novembre 1867 inclus.

NATURE DE GROSSESSE.

26 novembre. Corvette française à huitième Priouquel, commandée par M. Bocour, capitaine de frégate, ven. de Nouméa en 15 jours ; 4 passage, M. Bellon, bouteilleur d'infanterie de marine, ne débarque pas.

28 novembre. Côte local Rua de la Marne, patrouilleur Téa, de Teavaro-en-2-pours.

22 novembre. Cabot (François Margeret), de 12 ton., pat. Pitoa, ven. d'Aitape, 25 jours.

25 novembre. Cabot du Protect. Daniel Snow, de 16 ton., pat. Smith, ven. de Pafakava en 7 jours.

26 novembre. Brise-gout Margeret Ante, de 12 ton., cap. Hoyer, ven. de Pafakava en 11 jours ; M. Gobert, Johnson, Buckell, Hawson, anglais, Boulby, américains, 4 indigènes, 100 indigènes, 1000 sacs.

24 novembre. Gost. du Protect. Daniel Snow, de 12 ton., pat. Bannister, ven. de Pafakava en 7 jours.

27 novembre. Cabot. du Protect. Moorea, de 33 ton., cap. Connor, ven. de Moorea en 1 jour.

28 novembre. Brise-gout du Protect. Surprise, de 105 ton., cap. Elcock, ven. de Timatara en 4 jours ; 5 passage, indigènes, débarquent.

— NATURE DE COMMERCE AVANT.

22 novembre. Gost. du Protect. Fortune, de 45 ton., cap. Falcoeur, ill. aux îles Tuamotu, 20 passage, M. Renou, français, 4 indigènes, n'ayant pas débarqué, 15 indigènes, embarqués.

23 novembre. Cabot du Protect. Morning Star, de 11 ton., pat. Teatano, ill. à Papeete, 5 passage, M. Gobert, Johnson, Buckell, Hawson, anglais, Boulby, américains, 4 indigènes, 100 indigènes, 1000 sacs.

23 novembre. Gost. de Boraoro Pititalo, de 16 ton., cap. Paupau, ill. aux îles de l'Est ; 18 passage, indigènes, dont 12 n'ayant pas débarqué.

24 novembre. Cabot. Brise-gout Margeret, de 12 ton., pat. Pitoa, ill. à Aitape, 25 jours.

24 novembre. Brise-gout américain Pinndura, de 120 ton., cap. Turner, ill. à San Francisco, important le courrier pour l'Europe ; 5 passage, MM. Fuhr, fraçois, Calabry, Jenkins, Blaikie, William, M^r Turner ; américains, n'ayant pas débarqué.

25 novembre. Gost. du Protect. Moorea, de 33 ton., cap. Connor, ill. à Moorea.

21 novembre. Cabot. du Protect. Tabavea, de 4 ton., pat. Turere, ill. à Papeete.

22 novembre. Cabot du Protect. Hornet, de 28 ton., pat. Fauteau, ill. à Teiaiva.

23 novembre. Gost. du Protect. Perpete, de 69 ton., cap. Newton, ill. à Teiaiva.

BATIMENTS SUR RADE.

DE COURSE.

7 novembre. Transport à voiles Borude, commandé par M. Galliet, bouteilleur de frégate.

10 novembre. Frégate à voiles Hiru, commandé par M. de Baulbie, capitaine de frégate.

16 novembre. Corvette française à huitième Vénus, commandé par M. Roy, capitaine de vaisseau.

21 novembre. Aviso français à vapeur Guichen, commandé par M. de Rossmol, lieutenante de vaisseau.

26 novembre. Corvette française à huitième Primauquel, commandé par M. Bocquet, capitaine de frégate.

OTRE LOCAL RUE.

26 novembre. Otre local Rue, de 47 ton., pat. Leguen.

DE COMMERCE.

26 octobre 1867. Cabot du Protect. Ternua, de 6 ton., pat. Mahe.

27 novembre. Cabot du Protect. Eurydice, de 29 ton., pat. Teiaiva.

16 novembre. Trois-mâts anglais Edmundite, de 188 ton., cap. Kerr.

23 novembre. Trois-mâts barque anglaise Briton, de 242 ton., cap. Wickford (Wickfield à Ternua).

25 novembre. Cabot du Protect. Daniel Snow, de 16 ton., pat. Smith.

26 novembre. Cabot, français Américie, de 47 ton., cap. Bousier.

27 novembre. Cabot, français Margeret, de 12 ton., pat. Pitoa.

28 novembre. Cabot, français Américie, de 47 ton., pat. Connor.

28 novembre. Brise-gout Surprise, de 105 ton., cap. Elcock.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

DE PAR L'EMPEREUR, LA LOI ET JUSTICE.

Vente par vente de sussechage. En Pandemie des crises du tribunal civil de première instance des îles du Pacifique, étant au pouvoir de justice à Papeete, d'au moins 15 ans, et pourvu, dépendant de la succession vacante du feu le sieur Bassinosa (Jacques Desiré).

L'adjudication aura lieu le mardi le 12 décembre prochain, à huit heures du matin.

On fait savoir à tous qu'il appartiendra, par suite de la soumission du système, faite par acte du greffe, en date du vingt novembre courant, donnant registre et déposant par exploit de tabac, huitième à Papeete, en date du dix-septembre de l'an 1867, à l'huissier, M. Frédéric Bauduc, adjudication prévue.

Il sera, aux requêtes, possibles et diligentes du sieur Louis-Augustin Hammott, propriétaire, dénommé également, à l'huissier, M. Frédéric Bauduc, adjudication prévue.

Il sera, aux requêtes, possibles et diligentes du sieur Eugène-Louis-Antoine Hammott, propriétaire, dénommé également, à l'huissier, M. Frédéric Bauduc, adjudication prévue.

1^{er} terrains d'une contenance de dix-huit arpent-surface, situés à Papeete, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie, côté de marasme à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie, et de l'avenue de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

2^{es} deux maisons en bois, couverte en pâtes, assise sur des fondations en maçonnerie plates, portant au total 120 francs, à grande portée, une belle de bon avec un étage, une partie en étage, une partie en rez-de-chaussée, et une cave.

3^{es} Un petit pavillon en bois avec couverture en bardeau, contenant une seule pièce.

4^{es} Un appentis de 15 mètres de long sur 3 mètres 30 contenant de large, couverte en bardeau, écurie, etc.

5^{es} Petits et lieux d'assance.

MISE EN PRIX.

L'adjudication aura lieu sur rade de Papeete, le 12 décembre prochain, à huit heures du matin, devant le greffe, à l'huissier, M. Frédéric Bauduc, adjudication primitive, et devant la souche et la côte de la succession, étant au moins 15 ans, et pourvu, dépendant de la succession vacante par le cabot des charges déposées à greffe.

Brise-gout, le 23 novembre 1867.

22-23-Novembre-1867.

Le Greffier : A. BOSCHER.

Indigène Pola a Paeana v. demeurant à Mahina, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie, une île de marasme à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Pola a Paeana, e ià Mahina, i te haio na te Afata fuafo, te fenua po a Taubira, te vai i te matanua po a Mahina e te tofiahihi i te n° 12, ap. 5.

Te opus nel Teapo a Taibilo, e ià i Poa, te hop po na te Afata fuafo i te fenua po a Taibilo, te vai i te matanua po a Taibilo e te tofiahihi i te n° 1 à tofiahihi.

Te opus nel Teapo a Taibilo, e ià i Poa, te hop po na te Afata fuafo i te fenua po a Taibilo, te vai i te matanua po a Taibilo e te tofiahihi i te n° 1 à tofiahihi.

Te opus nel Teriari a Ti-rabu, bula tabu, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teriari a Ti-rabu, bula tabu, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, te hop po na te Afata fuafo i te fenua po a Tane-ore et Teopapuhi, te vai i te matanua po a Tane-ore et Teopapuhi et i te tofiahihi i te n° 225 à 226, ap. 237.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.

Te opus nel Teapo a Tane-ore, e ià i Poa, demeurant à Papeete, est dans l'intention de vendre à la Caisse agricole de l'Artillerie, à l'angle sud-ouest de l'avenue de l'Artillerie.